

# le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : Le renouvellement de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris  
Versements :  
Chèque bancaire ou  
C.C.P. 2.202-22 Marseille

supplément Suisse n° II

1er mai-15 juin 1978 - Prix: 1.-

## Face à la crise UNE NECESSITE LA LUTTE DE CLASSE

PROLETAIRES, CAMARADES,

Le Capitalisme mondial, s'agite depuis quelques années dans une crise que non seulement il était incapable d'éviter mais dont il est incapable aujourd'hui de sortir si ce n'est en renforçant toujours plus les causes qui l'ont amené là, c'est-à-dire en renforçant sa capacité productive en produisant toujours plus de marchandises et de capitaux. Dans le processus de "redistribution" des marchés, les petits capitaux disparaissent ou se font absorber par les plus gros qui eux s'agrandissent pour être toujours plus concurrentiels. Mais un tel processus ne peut qu'engendrer dans le futur des crises toujours plus profondes sur une échelle toujours vaste.

Parallèlement à cette concurrence des capitaux entre eux, on voit se développer une concurrence toujours plus vive des Nations entre elles. La course aux armements derrière le cynisme des affirmations économiques des marchands de canons - "l'industrie d'armement est un marché d'exportation en pleine croissance" - révèle la nécessité pour chaque Etat de s'équiper pour les inévitables affrontements futurs.

Quant à l'opportunisme, cette situation révèle sa vraie nature contre-révolutionnaire d'agent du capital au sein du prolétariat. Pour prendre les exemples européens, en Italie le PCI devient le fer de lance de la "défense de l'Etat démocratique contre les menées terroristes", en Espagne le PCE, à travers le pacte de la Moncloa, s'insère toujours plus comme un parti démocratique dans la défense de "la Monarchie éclairée", en France, la Gauche après sa campagne d'intoxication sur l'avenir radieux de la "démocratie avancée", s'apprête après les

(suite en page 2.)

## L'unique voie de l'émancipation du prolétariat est celle de l'insurrection, de la destruction de l'État bourgeois et de la dictature

L'article que nous publions ici fait partie d'une série de trois articles — les deux autres s'intitulant « Le problème du pouvoir » et « L'usage de la violence » — parus dans les n°s 13, 16 et 20 de février 1921 de « Il Comunista », organe central du Parti Communiste d'Italie. Le peu de place dont nous disposons nous oblige malheureusement à les publier en plusieurs fois et non pas ensemble comme il aurait convenu de le faire, car ils forment un triptyque dont les volets sont inséparables. Ces articles traitent de questions vitales et centrales de notre doctrine sans jamais se départir de la plus grande rigueur dans la formulation.

Il est inutile de s'appesantir (et les lecteurs s'en apercevront facilement) sur le fait que les adversaires de notre vision du processus révolutionnaire sont les mêmes aujourd'hui qu'hier et raisonnent de la même manière, à cette différence près que socialistes et « communistes » sont tombés bien au-dessous du niveau, ne disons pas des serratistes et autres maximalistes, mais même des social-démocrates de cette époque. Pour notre part, nous n'avons pas changé une virgule à un programme qui était et doit toujours être considéré comme invariable, ou cesser de s'appeler communiste.

## LA PRISE DU POUVOIR

Quand les formidables événements de Russie mirent en pleine lumière les thèses fondamentales de la pensée marxiste révolutionnaire dans l'ensemble du mouvement mondial du prolétariat — thèses avec lesquelles, il faut le répéter, la gauche antirévionniste de la II<sup>e</sup> Internationale n'avait jamais perdu le contact, du moins sur le plan théorique —, partout s'est posé le problème suivant : accepter ou non la conquête violente du pouvoir, la dictature du prolétariat, la destruction du mécanisme parlementaire et son remplacement par le système des conseils ouvriers. Dans un premier temps, en Italie par exemple, le nombre de ceux qui acceptèrent ces thèses fut considérable. Mais vinrent bientôt, sous l'effet d'une série de causes sociales et historiques, les doutes, les hésitations, les interprétations personnelles et tendancieuses des points fondamentaux de la méthode

de l'Internationale renaissante. Cette première vague d'enthousiasme a montré qu'elle était loin d'avoir eu des conséquences positives. Mais en même temps, se formait, avec un travail plus sérieux et une plus grande efficacité, une véritable conscience de la méthode communiste dans les groupes qui ont mené à la constitution de notre parti.

(suite en page 9.)

### DANS CE NUMERO :

- OCI
- Espagne
- L'Internationale des flics
- Démocratie syndicale
- Manifeste 77
- Firestone
- PFS
- Les communistes et l'avortement

**FACE A LA CRISE** (suite de la p.1)  
élections de mars à négocier rapidement avec l'"Etat giscardien" les quelques miettes nécessaires pour assurer l'ordre social national.

Quant à la très sociale-démocrate Allemagne de Schmidt, elle passe pour l'un des Etats qui a su aborder la crise avec le maximum de solidarité en faisant assumer la majeure partie des responsabilités étatiques et économiques aux dignes représentants de son aristocratie ouvrière.

Si l'on constate aujourd'hui quelques signes de fractures entre la classe et l'opportunisme, il est tout simplement crapuleux d'interpréter ces signes comme une renaissance générale du mouvement de classe indépendant. Affirmer cela c'est tout simplement oublier que le mouvement indépendant de classe ne peut exister qu'en rupture totale avec l'opportunisme syndical et politique, c'est-à-dire que si il est fortement influencé et organisé par les communistes.

**PROLETAIRES, CAMARADES,**

En Suisse, les forces en présence sont sensiblement identiques. La crise économique a vu se renforcer l'exploitation du Travail par le Capital. Cela se traduit par l'expulsion de 300'000 immigrants dans l'indifférence générale, par le blocage si ce n'est par le recul des salaires réels, par le non respect des conventions collectives pourtant ultra-minimums, par le chômage pour les uns et le travail accru pour les autres. Parallèlement à l'attaque du niveau de vie des prolétaires, l'Etat se blinde - par le projet de PFS notamment - contre les assauts futurs d'un prolétariat en lutte pour ses intérêts.

Aujourd'hui, la démocratie helvétique activement secondée par l'opportunisme se contente d'enfermer les luttes prolétaires dans les méandres tortueuses de la démocratie semi-directe. Chaque fois qu'il faudrait lutter sur un terrain de classe pour défendre les intérêts de classe du prolétariat, qu'ils s'agissent des "40 heures", de l'"AVS" ou de la "PFS", l'opportunisme et l'extrême-gauche petite-bourgeoise lancent un référendum ou une initiative.

L'intégration de la classe ouvrière au théâtre d'ombres de la démocratie est la grande force de l'Etat helvétique. Nul besoin d'une pseudo-opposition comme en France, inutile la stratégie du

compromis à l'italienne, sans intérêt les pactes de collaboration à l'espagnole. En Suisse, la classe ouvrière peut exprimer son "opposition" par le truchement des Institutions étatiques. Voilà le grand secret du formidable développement depuis quelques années des référendums et initiatives, où tous les 3 mois le "Peuple", et donc la fraction nationale de la classe ouvrière, est invité à se prononcer dans ce cadre inoffensif pour l'ordre social.

**PROLETAIRES, CAMARADES,**

Participer à la mascarade démocratique, c'est faire le jeu de l'Etat bourgeois, c'est accepter la dictature de la bourgeoisie qui nous exploite.

Refuser la politique des sacrifices, qui nous sont demandés pour sortir l'économie nationale de l'ornière, c'est dès aujourd'hui rompre avec les méthodes propres à la démocratie bourgeoise, c'est dès aujourd'hui dénoncer les fanatiques de ces

moyens, qu'ils soient de gauche ou d'extrême-gauche.

La classe ouvrière ne peut espérer se battre efficacement que sur son propre terrain, celui de la lutte de classe intransigeante. Il n'existe aucune garantie légale, constitutionnelle ou institutionnelle contre la violence de l'Etat bourgeois et celle de l'exploitation du travail salarié. Seule la force de classe du prolétariat, qui se bat sur son terrain, sans égard pour les Institutions et les traditions bourgeoises, peut être un gage de victoire.

- Contre le front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme,
- Contre les affabulations des immédiatistes toujours à la recherche du compromis avec l'opportunisme au nom de l'unité ouvrière:
- **OPPOSONS LE FRONT UNIQUE OUVRIER SUR UN TERRAIN DE CLASSE.**

**OCI :**

## DANS L'ORNIERE DU CENTRISME

Nous avons pris l'habitude de critiquer le trotskisme à travers le crétinisme des positions de la LMR, section suisse de la 4ème Internationale, mais dès aujourd'hui il nous faudra aborder également le cousin lambertiste: l'OCI. En effet depuis quelques mois sévit en Suisse un "groupe de trotskistes de Suisse" qui publie un nouvel organe, le "BULLETIN MARXISTE".

\* \* \*

La 4ème Internationale proclamée en 1938 sur les ruines de la 3ème I.C., fut fondée sur la base d'un bilan pour le moins erroné de la contrerévolution tant en Russie qu'à l'échelle mondiale. Inspirée par des principes qui décollaient, non pas d'un bilan des erreurs commises par l'Internationale - notamment dans les questions tactiques trop souvent laissées à l'interprétation des seules sections nationales, ce manque de clarté amenant l'Internationale, fondée par Lénine après une bataille de 20 ans contre tous les novateurs et autres inventeurs de voies nouvelles, à renier les principes qui préluèrent à sa naissance - mais découlant d'une "opposition démocratique" au

centralisme bureaucratique de l'Etat russe, la 4ème Internationale ne pouvait, sur une base aussi floue, que se laisser emporter toujours plus loin des positions du marxisme révolutionnaire.

Bien que cette Internationale ait été fondée par Trotsky, on ne peut reconnaître dans cet acte de naissance la grandeur politique du chef de l'armée rouge et de l'auteur de "Terrorisme et Communisme". Aucun individu, si grand soit-il, ne peut prétendre à lui seul s'opposer aux forces objectives qui font l'histoire, et cette vérité reçut une cruelle confirmation dans les positions sur lesquelles se créa la 4ème Internationale.

Si on ne peut nier à Trotsky le titre de "grand chef révolutionnaire prolétarien", malgré ses erreurs et ses faiblesses, on ne peut pas en dire autant de ses descendants. Que les nains politiques de la 4ème se revendiquent aujourd'hui du "géant chef de l'armée rouge", voilà qui prouve les dégâts propagés par la contrerévolution. Il est vrai qu'en matière de filiation politique et idéologique, le capitalisme pourrissant n'a plus aucun scrupule. Quand les fils

de Mao et petits-fils de Staline se revendiquent de Lénine, et quand les professeurs d'université se revendiquent de la "méthode de Marx", les authentiques communistes se doivent de rétablir les choses et les faits non seulement pour restaurer le patrimoine doctrinal, sans lequel il n'existe plus de Parti révolutionnaire marxiste, mais aussi par égard à la tradition dont ils se revendiquent.

Avant d'aborder la critique des positions de ce courant, dressons une rapide chronologie. Le courant trotskiste qui a abouti à la fondation de la 4ème Internationale, trouve ses racines dans la lutte de l'opposition de gauche (bolchévique-léniniste) de 1923 à 1929 dans le Parti russe, cristallisée autour des positions de Trotsky dans ses polémiques contre la droite boukharinienne. De 1929 à 33, Trotsky expulsé de l'URSS, tente de rassembler les opposants à la politique stalinienne sur une échelle plus vaste qui se traduit notamment par la fondation de la Ligue communiste en France en 1930 et la publication de son organe "La Vérité". C'est à cette époque que se développe tout le débat sur la nature de l'URSS qui aboutira à la fameuse "défense de l'URSS".

Puis la tactique du "Front unique" est préconisée pour s'opposer au nazisme en Allemagne. En appliquant la thèse du "Front unique" comme un front des organisations ouvrières au sommet, le mouvement trotskiste tombait sous la critique que nous faisons à l'époque de ce mot d'ordre ou chacun, opportunistes ou révolutionnaires, pouvait y mettre le contenu de son choix (1), car pour nous, sans principes clairement exprimés, pas de ligne claire dans la conduite révolutionnaire.

(1) Dès le 3ème Congrès (1921) et durant le 4ème et le 5ème, notre courant, à l'époque encore à la tête du PC d'Italie, avait critiqué certaines formulations ambiguës de l'IC sur des points fondamentaux et réclamé, à propos du Front unique, une définition plus précise des limites de la tactique, refusant la liberté d'interprétation aux sections nationales. Tout le sens de notre combat de 23 à 26 se résume à cette mise en garde, en exigeant de l'IC rigueur et détermination. Lors de cette polémique, la Gauche italienne opposa à la tactique du "Front unique" compris comme front au

De 33 à 38, c'est la préparation de la 4ème. Devant l'arrivée de Hitler au pouvoir, l'idée de redresser la barre de la 3ème est abandonnée. C'est à cette époque qu'apparaît l'incroyable théorie qui distingue en URSS l'Etat prolétarien qui doit se démocratiser et le Parti qui est à reconstruire parce que dégénéré.

En juillet-août 33 sort "la déclaration des 4", texte-programme d'un conglomérat de forces politiques dont certaines (comme la SAP, Allemagne, issue de la sociale-démocratie) n'ont même plus le paravent de la tradition révolutionnaire. En 34 apparaît l'ébauche d'un programme de transition pour "mobiliser les masses sur un programme d'action destiné à construire le front unique des organisations ouvrières".

Cette tactique du "front unique", en France notamment, n'ayant pas provoqué le gonflement escompté des effectifs de l'organisation, abouti à la "politique de l'entrisme" dans la SFIO et à la création du POUM en Espagne.

## Kommunistisches Programm

N° 17 - FEB. 78

- Terrorismus, Demokralle und Kommunismus
- Drang nach Osten - Drang nach Westen I
- Die soziale Bewegung in China (V)
- Das demokratische Prinzip
- Rundschau: Schwarzafrika - Indochina - Tunesien - Gewerkschaftsausschlüsse in Italien - Druckerstreiks in Deutschland.

sommet des organisations ouvrières politiques et syndicales (notamment en France et en Allemagne en 23) sa conception d'un "Front unique" à la base sur un programme de revendication élémentaires acceptables par tout prolétaire ayant la volonté de se battre contre le Capital. Pour nous, la tactique du "Front unique" correspondait à la nécessité d'unifier les luttes partielles en des luttes générales, bases indispensables pour la lutte pour le pouvoir (voir à ce propos l'article sur le "Front unique" paru dans "Il Comunista" du 28 octobre 1921 et reproduit dans "Le prolétaire" no 183).

L'élimination du dernier carré des chefs bolchéviques, le pacte germano-soviétique, la montée du fascisme et la menace de guerre, et l'écrasement de la "révolution espagnole" grâce au concours du stalinisme, accélèrent la création de la 4ème Internationale.

L'axe principal de cette organisation devient désormais le "programme de transition".

"Ce programme comporte un enchaînement de mots d'ordre, revendicatifs, démocratiques et transitoires correspondant aux besoins des masses laborieuses les plus larges et à la logique du développement de la lutte de classe. Son élément clef est le mot d'ordre de "GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS" (souligné dans le texte), P. Frank in "la IVème internationale".

Au IIème congrès, en 1948, on enterrine la définition de l'URSS comme "Etat ouvrier dégénéré", cloturant ainsi un débat qui n'avait cessé d'agiter les mouvements d'opposition de gauche réunis dans la 4ème internationale.

Le IIIème congrès de 53 adoptait la définition de "Etat ouvrier à déformation bureaucratique" pour les Etats situés à l'est de l'Europe et dans la zone d'influence de l'URSS. C'est à ce congrès que se généralise la tactique de l'ENTRISME pour "la construction des partis révolutionnaires". Suite à ce congrès une scission scindait la 4ème, et la minorité se constituait en "Comité International de la IVème internationale", regroupant essentiellement des noyaux trotskistes d'Amérique du Nord.

Mais le manque de clarté politique et le peu de divergences programmatiques apparues lors de la scission, provoquèrent dans le "Comité international", parallèlement à un rapprochement avec la 4ème, une nouvelle scission de l'aile se revendiquant intégralement du "Trotskisme historique", qui refusait les visions toujours plus tiers-mondistes du Comité et de la 4ème.

En juin 63, se tint le congrès de "réunification", qui marqua la rupture définitive du groupe de Lambert (OCI) et du SLL (en Angleterre) d'avec le "secrétariat réunié".

Cette brève chronologie n'a aucune prétention exhaustive. Elle entend simplement montrer d'où viennent les cousins Lambertistes.

Tenant à la fois à se démarquer des partis staliniens, qualifiés de bureaucratiques, et du gauchisme, accusé d'aventurisme, l'OCI continue à revendiquer contre tous les révisionnistes, y compris ses cousins trotskistes du "Secrétariat ré-unifié", une fidélité intégrale au marxisme orthodoxe, affirmant l'invariance du capitalisme dans sa phase impérialiste (contre la fable du néo-capitalisme si chère à Mandel), l'invariance du Marxisme depuis Marx jusqu'à ... l'OCI, la nécessité de la lutte théorique, la nécessité du Parti, l'unité mondiale du prolétariat, la conquête du pouvoir sans "étape intermédiaire".

Beau programme, belles paroles qui ont d'ailleurs valu à l'OCI une réputation de sérieux,

nuancée d'admiration ou au contraire de réticence pour son "dogmatisme".

Mais il suffit d'examiner ses discours à la lumière du marxisme pour y déceler des contradictions qui font grincer le mécanisme et pour voir que ce qui se cache derrière l'"orthodoxie" marxiste de l'OCI n'est rien d'autre que la bonne vieille social-démocratie sous sa forme la plus insidieuse, parce que la plus radicale en apparence et la plus hypocrite : LE CENTRISME.

C'est ce que nous entendons démontrer dans un prochain article du "supplément suisse" au "prolétaire", en nous appuyant notamment sur les textes parus dans le "Bulletin marxiste".

## LE PCE POUR UN GOUVERNEMENT MILITARO-CIVIL

Tout le monde sait que le PC chilien a été favorable à un gouvernement à participation militaire avant le coup d'Etat de Pinochet. Le PC argentin, lui, non seulement a été favorable avant et pendant le coup d'Etat de Videla, mais encore il continue à en défendre le principe après, tout en se réclamant aujourd'hui d'une plus large participation des civils.

Quant au PC espagnol, il se situe sur les mêmes positions criminelles. Écoutons le triste sire Ramon Tamames : "Je suis partisan que le ministre de l'intérieur soit actuellement un militaire, comme par exemple le général Vegas Rodriguez" ("El Pais", 18-12-77)!

## Presse du Parti

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 7 (avril 78)  
DE

### il programma comunista

- Partiti e sindacati opportunisti: Sempre più direttamente al servizio dello Stato
- L'ideologia delle B.R.: Dallo spontaneismo al terrorismo
- Attacco israeliano nel Libano
- Una nostra circolare di indirizzo dell'attività sindacale
- La memoria della classe operaia: La storia gloriosa dei minatori statunitensi.
- Contrasti insanabili tra i capitalismi americano e tedesco: crisi del dollaro
- Il terrorismo e il tormentato cammino della ripresa generale della lotta di classe
- La nostra voce ben distinta dal coro delle recriminazioni democratiche
- L'assassinio dei due giovani a Milano: Per i partiti e i sindacati « operai » i morti che contano sono altri.
- Elezioni francesi: La « nostra campagna » e la loro
- E così scandaloso il « sei garantito »?
- Vita di Partito: Nostri interventi in campo rivendicativo

\*

Voici le sommaire du n° 12 de

## El Comunista

- El PCE a la hora de la verdad: ¡Abajo el partido obrero burgués!
- En el Metal de Tarragona
- Indochina: la ruptura del equilibrio
- Olivetti en huelga
- Una mala manera de plantear las reivindicaciones inmediatas
- Canarias sobre un volcán

## ESPAGNE :

### LE LENINISME A LA POUBELLE

Lorsque l'on a renié tout le patrimoine marxiste, et que l'on se pose comme le meilleur garant de la démocratie et de l'Etat capitaliste, on ne peut qu'accorder son langage et son verbe à son programme politique en secourant l'inertie de la tradition phraséologique. C'est ce que vient de faire le PCE à son dernier congrès où il a purement et simplement rayé de ses statuts la référence au "marxisme-léninisme" pour ne parler dorénavant que de "marxisme révolutionnaire et démocratique".

Après avoir supprimé la "dictature du prolétariat", comme ses confrères européens, le PCE ne pouvait évidemment qu'éliminer rapidement la référence à celui qui lui a donné forme dans la réalité. Cette petite anecdote de l'histoire démontre bien que les PC d'origine stalinienne ont depuis longtemps abandonné leur rôle de centriste, qui était le leur à l'époque où l'IC était entraînée dans les eaux boueuses du stalinisme, pour adopter celui d'une sociale-démocratie pure. Il ne reste plus à ces partis qu'à se débarrasser du langage qu'il ont acquis à une autre époque, pour ressembler jusqu'au dernier trait à leurs frères de la IIème Internationale, que Lénine considérait comme les pires ennemis du prolétariat!

### SI DURRUTI POUVAIT RELEVER LA TETE

M. Gomez Casas, secrétaire de la CNT a accusé Andreas Baader et Ulrike Meinhof d'être payés par l'impérialisme mondial: "La bande (pour ces messieurs cela est synonyme de gang) Baader-Meinhof s'est développée dans le contexte du nationalisme révolutionnaire et tiersmondiste. Ces luttes ont pour appuis de solides bases internationales représentées par les puissances qui s'affrontent sur l'échiquier mondial. C'est cela qui explique leurs moyens" ("El Pais", 7-12-78).

Et pour confirmer cet incroyable diagnostic, la CNT n'a rien fait pour dénoncer les assassinats commis par la bourgeoisie et la sociale-démocratie allemande (sous les applaudissements de la bourgeoisie et de ses agents ouvriers internationaux) de ceux qui ont osé prendre les armes contre l'Etat bourgeois. Si Durruti pouvait ressusciter, la majeure partie de l'actuelle direction de la CNT s'apprêterait à le remettre en terre!

## LA SUISSE : PLAQUE TOURNANTE DE L'INTERNATIONALE DES FLICS

Au cours du week-end du 8 au 9 avril, les ministres de RFA, d'Autriche, d'Italie et de Suisse - à savoir MM. Werner Maihofer, Erwin Lanc, Francesco Cossiga et Furgler - se sont réunis en Suisse pour débattre des questions de sécurité des Etats bourgeois, donner une direction commune à la lutte antiterroriste et cimenter les liens de solidarité entre polices d'Etats. Cette réunion secrète, qui n'est peut-être pas la première mais certainement pas la dernière, confirme la solidarité internationale des capitalistes dans la lutte contre toute forme de violence dirigée contre l'Etat et l'importance attribuée à la mise en place d'une direction commune, dans cette lutte, des différentes polices nationales.

Il manquait la France dans cette chaîne policière, mais Furgler se fait rassurant à ce propos: "Nous avons un étroit contact aussi avec la France. Il n'est pas exclu que nous nous retrouvions à cinq une prochaine fois". Cinq! Ce serait là le minimum puisque quelques jours plus tard, le Parlement européen votait sans aucune opposition,

une motion exigeant une intensification de la coopération des neuf partenaires de la CEE dans la lutte antiterroriste (relevons en passant que le PCF et le PSF se sont abstenus ... au nom de la souveraineté nationale. Un petit air qui nous rappelle l'opposition de l'opportunisme à la PFS ... au nom de la souveraineté cantonale!)

Aujourd'hui les Etats bourgeois se coalisent contre la forme la plus fragmentaire du terrorisme anticapitaliste, mais demain ils seront prêts à faire face à la violence et au terrorisme de la classe ouvrière organisée centralement dans la perspective de l'insurrection et de la dictature de classe. Ce n'est donc pas par le respect de la légalité bourgeoise et la défense de la démocratie prônés par l'opportunisme, ni par le suivisme du centrisme, que l'on prépare la classe ouvrière à se défendre contre cette coalition. La défense ouvrière ne peut se placer que sur un pied d'égalité avec l'Etat, c'est-à-dire que sur le terrain de la violence et de l'internationalisme.

conditions de vie retomberont au niveau de celles de tout prolétaire) est liée à la santé du Capital national trouve sa racine dans la politique bourgeoise de haute conjoncture. Que cette couche privilégiée ait mandaté ses représentants à négocier de manière permanente avec la bourgeoisie le volume des miettes à retirer, voilà qui explique fondamentalement toute la politique syndicale des 30 dernières années.

Que la bourgeoisie ait recherché un allié dans la classe qui l'engraisse en privilégiant une couche par une reconnaissance de ses revendications propres, à travers le processus des négociations permanentes, s'explique par sa volonté d'assurer l'ordre social de sa domination à moindre frais.

La collaboration de classe préconisée par les grands partis réformistes, en particulier par le PSS, non seulement se développe par le biais politique de l'adhésion totale à la mascarade du jeu de la démocratie helvétique mais également par l'intégration de cette couche au progrès économique à travers la collaboration étroite des centrales syndicales à la gestion économique.

Avec le début de la crise, cette politique de défense systématique des intérêts mesquins de l'aristocratie ouvrière s'est trouvée confrontée au mur d'incompréhension patronal. Il n'était plus question de donner des miettes, mais de faire des appels au sacrifice de tous.

La négociation permanente qui permettait hier de retirer des miettes sans mobilisation prolétarienne, se traduit aujourd'hui par une reculade systématique des conditions de vie et de travail des prolétaires.

Les bureaucrates centraux actuels sont aujourd'hui confrontés à une situation qui leur enlève toute possibilité de faire croire à leurs perspectives merveilleuses de l'équilibre du capital par le travail, dans le respect réciproque qui sied à tout négociateur conséquent. Sur le plan des miettes à retirer la stratégie des bureaucrates centraux ne correspond plus à la situation. De couche privilégiée traditionnelle qu'elle était, l'aristocratie ouvrière se retrouve dans les mêmes conditions d'insécurité face à la crise que n'importe quelle autre couche prolétarienne.

Il était inévitable dans ces conditions que ce qui avait toujours été admis, la liberté totale de

## LA DEMOCRATIE SYNDICALE OU COMMENT ON TRANSFORME UN MYTHE PETIT-BOURGEOIS EN UNE REVENDICATION OUVRIERE

Depuis quelques temps, en gros depuis le début de la crise de 74, il est de bon ton dans plusieurs syndicats d'agiter la revendication "d'un syndicat au fonctionnement démocratique". S'il est juste de constater que les positions syndicales sont aujourd'hui principalement avancées par l'incroyable boursoufflement bureaucratique central, il est faux néanmoins d'affirmer sans autre que les syndicats sont purement et simplement la propriété des bureaucrates centraux.

En bons matérialistes, les communistes savent qu'il ne peut exister une expression politique sans qu'elle soit reliée par mille fils à une couche ou classe sociale déterminée. En ce sens ils définissent la bureaucratie syndicale comme l'authentique représentant de l'aristocratie ouvrière, vendue au capital par quelques miettes retirées des pillages impérialistes. Que l'aristocratie ouvrière croie que sa situation privilégiée (et ceci est relatif, car avec l'approfondissement de la crise, ses

la bureaucratie dans sa tâche de négociation avec le patronat sans en référer à la base, soit remis en cause. Il était inévitable aussi, que ce brusque renversement de la situation empêche la bureaucratie d'obtenir la moindre miette, et que les misérables reculades soient perçues par la base comme un défaut de fonctionnement des syndicats. Il était inévitable enfin que, dans ces conditions, le mécontentement se traduise par une remise en cause de la toute puissance des bonzes dans l'orientation de l'activité syndicale, et qu'apparaisse la revendication interne d'un fonctionnement démocratique.

L'apparition du "Manifeste 77" dans la FTMH correspond typiquement à cette définition. Sans mettre au centre du problème la question de la lutte prolétarienne dans son affrontement quotidien au capital, c'est-à-dire sans poser comme point de rupture la question des moyens et des méthodes de la lutte de classe, le Manifeste, en réclamant de manière abstraite la "démocratie syndicale", enferme le problème de la lutte ouvrière sur une voie qui n'est pas la sienne. Nous avons déjà parlé du contenu réel de la lutte d'appareil que se livre le Manifeste et la Centrale, nous n'y reviendrons pas.

Penchons-nous plus précisément sur la question et la signification de la DEMOCRATIE SYNDICALE.

Rappelons d'abord que pour nous communistes, en parfaite continuité avec tout le mouvement communiste qui va de Marx à Lénine, nous ne faisons pas de cette revendication un fétiche. Comme l'a souvent répété notre courant, la lutte révolutionnaire n'est pas une question d'organisation mais une question de principes, de programme et de moyens tactiques découlant des principes et non de situations contingentes. Le principe démocratique n'a jamais été et ne sera jamais un principe communiste. Pour les communistes donc la revendication dans les syndicats, du droit de tendance, n'a de sens que dans la perspective d'imposer aux bureaucraties réformistes le droit à la parole afin que les communistes puissent exprimer avec le maximum de clarté et d'envergure les méthodes et moyens de lutte qu'ils entendent préconiser pour la défense des intérêts immédiats des prolétaires. Les communistes qui ne font pas de la démocratie, même ouvrière, un principe intan-

gible, entendent pouvoir défendre leur conception de la lutte de classe dans la lutte syndicale, sans entrave. Voilà pour quoi nous entendons lutter pour le DROIT DE TENDANCE dans les syndicats réformistes.

Mais cette revendication ne peut se faire de manière abstraite. Elle ne peut découler que des besoins de la lutte immédiate. Lorsque les bonzes entendent museler l'opposition syndicale qui se place sur le terrain de classe, par des expulsions ou par d'autres méthodes, les communistes entendent regrouper les forces qui s'affrontent aux directives des bonzes pour leur opposer le droit DE CHAQUE PROLÉTAIRE OU GROUPE DE PROLÉTAIRES à s'exprimer. Mais ils le font, non pas en vertu d'un principe démocratique, mais afin qu'ils puissent avancer leur propre méthode.

parti communiste international

## Pour des méthodes et des revendications de classe

(Orientations pratiques d'action syndicale)

Fr. 1...

C'est en ayant la possibilité d'avancer leur propre vision de la lutte de classe, en démontrant dans les faits que, seule la lutte qui se situe sur des positions classistes peut être le meilleur garant contre les attaques du patronat, que les communistes entendent renforcer leur influence sur les masses prolétaires en les soustrayant à l'influence des bureaucraties. C'est dans ce sens et dans ce sens seulement que les communistes entendent appuyer la revendication ambiguë de la "démocratie syndicale". Il est intéressant de voir comment les gauchistes maoïstes et trotskistes envisagent la question.

Pour la LMR la chose est claire. Mouvement petit-bourgeois par

essence, expression politique des couches d'intellectuels en perdition, laminées par le Capital au rang de salarié au service de l'Etat bourgeois, la LMR en parfaite continuité avec la tradition erronée du bilan de la contre-révolution stalinienne voit dans chaque lutte, une lutte pour la démocratie, base nécessaire à l'instauration d'un socialisme ou...subsiste le salariat!

Ayant une influence certaine à la VPOD (syndicat des fonctionnaires) en particulier dans les services dits sociaux et chez les enseignants, la LMR depuis des années lutte pour plus de démocratie dans ce syndicat sans que se soit dégagée une quelconque tendance ou un quelconque courant se situant sur le terrain classiste. Mieux même, elle se retrouve à la tête de certaines sections locales, sans pouvoir faire autre chose que ce qu'ont toujours fait les autres. Souffrant de son incapacité à s'implanter dans les grands syndicats ouvriers (FTMH, FOBB), la LMR, toujours à la recherche d'une image plus ouvrière de son groupuscule, s'est empressée de sauter sur l'occasion offerte par le Manifeste pour y développer son thème favori: la démocratie syndicale.

Alors que le Manifeste s'est éteint presque partout, que les bureaucrates de gauche se sont rangés sous l'aile protectrice des bureaucrates centraux, que quelques ouvriers qui voyaient un espoir de débloquer la lutte syndicale du "ron-ron" des palabres de la Paix du Travail ont déserté cette stupide lutte d'appareil sans alternative, la LMR continue seule ou presque à clamer haut et fort: plus de DEMOCRATIE. Cela, toujours sans offrir de perspectives réelles et sans préparer le terrain pour les luttes à venir. Gageons que la LMR, épuisée par cette lutte d'appareil troquera le Manifeste pour une autre occasion baptisée pour la circonstance, tactique nécessaire de la vie syndicale.

Immédiatiste et volontariste, la LMR incapable d'analyser une situation réelle pour y définir la tâche des révolutionnaires, court perpétuellement à la recherche de moyens tactiques susceptibles de réveiller les masses. Incapable de faire un travail de longue haleine, substituant le volontarisme au travail systématique de préparation du terrain, la LMR est condamnée à s'embourber dans un activisme sans perspective tout en se mettant chaque fois à

la remorque de l'opportunisme, au nom de l'unité ouvrière.

Quant aux maoïstes du CAS, il est bien difficile de dire quels sont réellement leurs positions. Coincés entre une petite base ouvrière et les politicards de l'OCDR le CAS navigue au pifomètre., tout en revendiquant d'avoir la DEMOCRATIE LA PLUS LARGE.

La direction politique du CAS fasciné par la révolution démocratique en Chine et par le mouvement de la Révolution Culturelle où les masses contrôlaient les cadres et le Parti, ne sait que reproduire mécaniquement les astuces démocratiques de l'Etat chinois dans ses rapports avec les masses. Mais, incapables de définir la révolution chinoise pour ce qu'elle est - une révolution démocratique bourgeoise à la recherche du plus grand développement des forces productives en s'affrontant aux archaïsmes agraires de l'ancien régime de la Chine impériale et coloniale - les théoriciens petits-bourgeois du maoïsme européen y voient la confirmation dans les faits, de toutes leurs espérances. Un Etat dans lequel le peuple a droit à la parole..., sans savoir que le prolétariat, composante du peuple, est à la remorque d'un Etat bourgeois dans le bloc des 4 classes) qui entend se développer en lui faisant produire le plus possible de plus-value.

Toute cette vision déformée, propre à la petite-bourgeoisie, fasciné par un modèle, se traduit au niveau syndical par une incroyable confusion. Les quelques militants ouvriers du CAS, tout en subissant l'hégémonie politique de l'OCDR se retrouvent de temps en temps confrontés à sa ligne incroyablement débile, lorsque leurs intérêts immédiats de prolétaires s'opposent à sa vision politicarde. Cela explique en partie les louvoiements du CAS, où l'on constate de temps en temps des positions justes sur des questions immédiates au milieu du fatras idéologique maoïste de la ligne générale.

Illustrons cela par les positions relatives au Manifeste.

En automne, quand il est lancé, le CAS dénonce avec raison la lutte interbureaucratique que se livre bonzes de gauche et de droite, sans voir que derrière cela se regroupent quelques ouvriers à la recherche d'un nouveau syndicat. Poussé par ses militants ouvriers vraisemblablement, le CAS corrige son tir et s'inscrit dans le Manifeste.

Il est vrai qu'il le fait avec des réserves contrairement à la LMR, mais cela au moment où le mouvement est en pleine débâcle et où les ouvriers de base désertent faute de perspectives. Le CAS se retrouve donc seul avec la LMR, sur le terrain boueux de la seule revendication de la "démocratie", jusqu'au jour où ils sont très démocratiquement virés parce que l'OCDR a eu l'audace de dénoncer nommément le Manifeste et ses promoteurs.

L'intérêt c'est qu'aujourd'hui semble se dessiner dans le CAS une fracture, sûrement encore peu profonde, entre la base ouvrière du CAS et les politicards petits-bourgeois.

Nous invitons les militants ouvriers à s'opposer toujours plus aux maoïstes, en défendant le principe d'un organisme syndical ouvert à tous les prolétaires, en rejetant le principe

démocratique comme un principe bourgeois et en portant en avant dans l'activité syndicale, les méthodes et les buts de la lutte de classe intransigeante. Cela sans rechercher à tout prix les résultats immédiats qui ne dépendent pas seulement des conditions subjectives mais également des conditions objectives. Aujourd'hui la lutte syndicale doit se concentrer sur la préparation du terrain et cela passe par la dénonciation de tous les défenseurs de la collaboration de classes, qu'elle soit totale ou relative.

Le droit de tendance dans le mouvement syndical ne se quémant pas. Il s'impose par un rapport de force aux bureaucraties, vendues à la bourgeoisie et en avançant les méthodes propres au prolétariat dans sa lutte contre l'exploitation capitaliste.

## MANIFESTE 77 NOTRE CRITIQUE CONFIRMEE PAR LES FAITS

Les récents événements qui ont secoués la FTMH confirment notre analyse sur la nature du Manifeste 77.

Nous publions ci-après quelques extraits de cette analyse parue dans notre Supplément suisse No 8, de décembre 1977. :

"(...)L'opposition du Manifeste à la centrale de la FTMH ne porte pas sur des questions fondamentales...En fait le Manifeste vient au secours de la FTMH qu'il juge "menacée dans son existence" et cache sa vraie nature derrière un épais rideau de phrases aussi grandiloquentes que creusées sur l'avènement d'une "société nouvelle", "dont le moteur n'est plus la recherche du profit et dont le carburant n'est plus l'exploitation de l'homme par l'homme". Cette société sera bien évidemment l'enfant d'une "très large union de la gauche". Derrière le Manifeste c'est donc l'espoir du gouvernement de "gauche" comme solution à toutes les crises qui est ouvertement brandi."

"(...)Nulle part...il n'est question d'action de classe à l'échelle nationale pour imposer des revendications uniques et communes à tous les ouvriers

afin de souder leur front sur une large échelle et éliminer les disparités locales et cantonales. Au contraire, la stratégie des négociations proposée mène directement à la division encore plus aigüe des travailleurs. En effet, le Manifeste réclame que soit définie en premier lieu une convention nationale cadre "sur laquelle il serait possible de construire des conventions régionales pour les petites entreprises ou des conventions d'entreprises pour les moyennes et grandes firmes".

"(...) Pas de trace non plus d'un programme de revendications ni d'objectifs syndicaux immédiats comme l'appui aux différentes luttes du moment, le moyen de les unir, de les populariser, de les étendre, etc. "

"(...) A part s'élever contre le régime oligarchique de la FTMH, contre lequel nous luttons aussi mais dans des buts classistes et non pas conciliateurs, le Manifeste, au niveau de la direction que lui ont imprimé ses promoteurs ne fait que reprendre sous d'autres termes la politique officielle, faite de légalisme, de paix du travail, de paix sociale et de fétichisme des conventions collectives. Il n'est

de cette manière qu'une politique de rechange à la paix du travail absolue trop discréditée par les faits."

"(...)en limitant l'opposition sur quelques questions de réformes de structures de la FTMH pour la rendre plus démocratique le Manifeste écarte toutes les questions plus primordiales pour la classe ouvrière, à savoir celles qui concernent les revendications matérielles des ouvriers, les moyens de lutte à mettre en oeuvre, la construction de la solidarité ouvrière, la lutte contre les discriminations entre couches de prolétaires, le lien entre toutes les luttes dans les entreprises de la métallurgie, etc...."

"(...)en fait, le Manifeste n'est que le résultat de l'état de crise entre les directions syndicales, provoqué par la crise capitaliste qui a révélé à certain l'impossibilité pour la FTMH de canaliser sans perdre la confiance des ouvriers les énergies de classe, subitement libérées, dans la voie de la conciliation des intérêts du capital et du travail sans modifier la trop vieille politique de paix du travail absolue."

Aujourd'hui, après quelques mois d'activité du Manifeste un certain nombre d'événements viennent confirmer notre analyse. D'abord il y a eu les réactions d'intimidation de la FTMH centrale par le licenciement d'un secrétaire syndical à Monthey, Gründisch, pour sa participation au Manifeste. Ce licenciement a eu pour effet de créer un mouvement de sympathie à l'égard de Gründisch, mouvement qui ne put se placer sur la question du programme de revendications et des moyens de lutte, ni se détacher par conséquent des questions de fonctionnement interne de la FTMH. Ce mouvement allant jusqu'à proposer la création d'un syndicat local indépendant, ne pouvait qu'exprimer la plus totale confusion et ne donner aucune perspective claire. Il ne fut que le résultat d'une bataille entre bonzes de droite et de gauche et ne pouvait donc porter la lutte au sein de la FTMH sur la question du programme de lutte. Il fut par contre très bien exploité par Gründisch pour sa parade personnelle.

Le licenciement de Gründisch et les réactions de la section montheyenne ont aussitôt fait réagir le Comité de section de la FTMH genevoise. La position prise par ce comité est importante

dans la mesure où c'est de la section FTMH de Genève qu'est parti le Manifeste et où le comité reflète exactement la position des promoteurs du Manifeste. Au début mars, le comité déclara donc: "...la FTMH genevoise ... se met à la disposition des parties en cause pour tenter, si elle le demandent, de trouver une solution à une situation qui n'aurait jamais dû déborder sur le terrain passionnel et à l'escalade des provocations". Il est donc clair que le Manifeste - qui se cache à l'occasion derrière la FTMH genevoise - ne tient pas à un affrontement réel avec la centrale - affrontement inévitable dès le moment où l'on pose les questions clefs de la lutte immé-

diante - mais préconise toujours les bonnes vieilles méthodes de conciliation et d'intervention en coulisse.

Enfin le dernier épisode, et peut-être le plus significatif, réside dans l'exclusion des militants du CAS du Manifeste parce que leur organisation politique parraine (l'OCDR) avait distribué à Monthey un tract critiquant le Manifeste. Et cette exclusion fut exigée par les syndicalistes mêmes de Monthey! Inutile d'en dire plus pour montrer les vertus démocratiques du Manifeste et de Gründisch en particulier. Cet épisode aura au moins comme effet positif de démasquer une fois pour toute les promoteurs du Manifeste.

## FIRESTONE : TOUS DERRIERE L'ETAT!

Lorsque nous affirmons que la GREVE est l'arme fondamentale de la classe ouvrière aujourd'hui, contre les attaques du Capital et que cette arme doit être utilisée en rupture totale avec le terrain de la collaboration de classe, nous ne faisons qu'affirmer une vérité cent fois prouvée.

Ce qu'il se passe chez FIRESTONE est un magnifique exemple de ce qu'il faut éviter.

Le groupe sur le plan international a des "problèmes" qui découlent autant de la concurrence sur le marché mondial du pneu que de la perte des importations à bon marché de latex en provenance du Libéria, qui depuis 25 ans tente de se libérer de la monoculture de l'hévéa malgré les pressions de l'impérialisme américain (cf. le dernier voyage de Carter venu défendre les intérêts de Firestone).

Que ce groupe, en parfaite logique comptable, cherche à liquider des filiales éloignées peu rentables, comme la filiale suisse, cela découle de l'anarchie de la production capitaliste. Les ouvriers n'ont aucunement à regretter le fait qu'ils soient exploités par une multi-nationale car ce qui est vrai à grande échelle l'est également à échelle réduite. Sous le régime capitaliste, il n'existe aucune TAILLE OPTIMUM pour les entreprises qui permettrait de surmonter l'anarchie productive. Pleurer sur la dureté des multi-nationales c'est approuver la dureté des entreprises nationales, c'est

accepter d'être un vulgaire laquais du Capital. Les prolétaires n'ont que foutre de la nationalité de leurs exploités, ils n'ont que le devoir de s'unir entre eux par delà les frontières contre la puissance internationale du Capital.

Ces vérités élémentaires ont été totalement effacées dans l'affaire Firestone. La FCTA (affiliée à l'USS), en digne petite soeur de la FTMH et de la FOBB a montré qu'elle aussi savait avoir une attitude responsable. Alors que depuis des mois, à Firestone Suisse, la Direction procédait à des licenciements, pratiquait le chômage partiel, bloquait les salaires et éliminait le 13ème, la FCTA en syndicat responsable expliquait que ces sacrifices étaient nécessaires pour sauver la boîte.

Puis, devant la décision du groupe de liquider la filiale suisse elle prostitue le moyen de la grève, en l'utilisant comme moyen de pression pour alerter l'Etat!!! Avant Pâques, elle déclenchait une grève bidon avec préavis et limitée préalablement à deux jours, meilleur moyen d'éviter que la grève devienne une véritable arme de combat. On est responsable à la FCTA, que diable!!!

Et pour couronner le tout, elle fait appel à l'Etat pour lui demander d'intervenir auprès des ogres américains afin de sauver l'entreprise. Et pour emporter l'adhésion de ses interlocuteurs

(suite en page 10.)

## L'unique voie...

(suite de la p. 1.)

Il s'agit maintenant de bien voir ce qu'il faut entendre par acceptation de la méthode communiste. Et c'est là le problème central qui s'est présenté en Italie et qui a été résolu à Livourne ; cependant la solution apportée au niveau de l'organisation du parti n'exclut pas la nécessité d'une clarification face à la campagne anticommuniste menée quotidiennement à coups de déclarations de foi communiste par ceux qui désormais sont hors du communisme dans la doctrine comme dans l'action, et alimentée par le travail de sape auquel se livrent habilement ceux qui sont restés dans la droite du parti même dans la vague d'enthousiasme et qui essaient de tirer profit du reflux de l'exaltation première en prétendant y voir la preuve de l'échec de la théorie et de la pratique de la III<sup>e</sup> Internationale.

Il faut dire avant tout que la méthode communiste n'est pas réellement acceptée quand cette acceptation repose seulement sur la reconnaissance du fait qu'elle a été mise en pratique en... Russie (où cette application s'est faite sans attendre l'autorisation de nos « communistes » indécis) ou sur le fait qu'on reconnaît au prolétariat russe le droit de se donner un régime de soviets (droit que les fusils et les canons de l'armée rouge protègent remarquablement bien).

On ne peut pas dire non plus qu'est communiste celui qui admet la violence, la dictature, les soviets, mais seulement comme des formes et des aspects possibles du développement de la révolution, celui qui veut bien ne pas les condamner sans recours comme des dégénérescences antisocialistes et qui prend le risque de ne pas exclure que ces formes et ces aspects puissent, dans certains cas et dans certains pays, s'imposer comme une nécessité... qu'il juge déplorable par ailleurs.

La valeur et la vigueur de ces thèses marxistes tiennent à leur caractère général, au caractère exclusif de leur formulation quand on affirme, comme dans les écrits théoriques de Marx et d'Engels et dans les Thèses de la III<sup>e</sup> Internationale, que la seule voie qui mène à l'émancipation du prolétariat, la seule voie qui va du pouvoir de la bourgeoisie à celui du prolétariat, c'est la voie de la lutte violente et de la dictature. Dogma-

tisme ? Schématisation ? Ignorance des formes multiples que peuvent prendre dans le temps et dans l'espace, pour mille et une raisons particulières, les développements de l'histoire ? Non, mais résultat d'un examen très vaste et puissant sur la base d'éléments innombrables tirés de la doctrine et de l'expérience pratique, et rassemblés non pas par un homme mais par une classe dans son mouvement de critique et de combat. Ce résultat établit qu'il existe dans le cours de l'histoire des traits fondamentaux uniformes qui constituent la base de la conscience et le guide pour l'action d'une classe luttant internationalement pour résoudre un problème — la fin du capitalisme — que l'histoire pose à une échelle toujours plus universelle. Le caractère général des grandes lignes du développement historique n'exclut pas, bien entendu, l'étude de chaque problème de détail dans ses aspects les plus variés et la résolution de chaque problème pratique par des moyens adéquats et multiples, mais qui ne doivent jamais entrer en contradiction avec le cadre général de notre critique et de notre tactique. Ceci dit, si l'on ne croit pas à ces traits uniformes et permanents dans l'histoire, il ne reste plus qu'à passer dans le camp de l'éclectisme sceptique de la bourgeoisie décadente et c'est ce que font effectivement d'abord sur le plan théorique puis sur le plan pratique ceux qui soutiennent le contraire des thèses communistes.

Il existe une position opposée à la position communiste qu'on pourrait qualifier de position social-démocrate pure. Nous ne parlons pas de ceux qui affirment, en dépit de la situation héritée de la guerre, que le capitalisme doit encore vivre dans un développement graduel de ses formes, que la classe bourgeoise doit encore rester à la direction de la société et conserver le pouvoir dans ses mains. Nous ne parlons pas non plus de ceux qui aujourd'hui encore sont prêts à accepter la participation de représentants de partis prolétariens dans les ministères bourgeois. Quand nous parlons de position social-démocrate pure nous voulons parler de ceux qui soutiennent que le prolétariat doit — ou même simplement qu'il peut — accéder au pouvoir sans lutte violente, sans détruire le système parlementaire et la machine exécutive de l'Etat bourgeois et exercer le pouvoir pour la suppression du capitalisme sans la dictature, sans le régime des

conseils ouvriers.

Certains prétendent que le prolétariat doit éviter tout cela et que la voie que défendent les communistes est en contradiction avec le... socialisme. Il n'est pas nécessaire de s'étendre sur ce point pour montrer que ceux qui voient une contradiction entre leur socialisme et la violence, la dictature, etc., prêchent un socialisme qui n'a rien de commun avec le marxisme ; ce socialisme, ils ont dû en hériter de quelque secte évangéliste ou de quelque congrès de la paix. Que ceux-là aillent donc dans le bazar de la pensée bourgeoise.

Mais même quand on fait simplement allusion à la possibilité que l'histoire résolve dans certains cas le problème du transfert du pouvoir au prolétariat sans que soient remplies les conditions révolutionnaires, on ne fait pas une innocente modification superficielle du marxisme, on nie le marxisme dans son principe. Pour admettre une telle éventualité, il faudrait que la structure législative et exécutive de l'Etat bourgeois puisse remplir telle quelle la tâche de l'expropriation du capitalisme. Or cette action implique la destruction de la constitution légale de l'Etat bourgeois. La représentation parlementaire n'a pas théoriquement une telle faculté. Il ne s'agit pas là d'un problème abstrait : dans les faits cela signifie qu'un ministère élu par la voie parlementaire peut compter sur l'appareil de l'Etat pour réaliser son programme tant que celui-ci ne sort pas de la légalité bourgeoise, c'est-à-dire tant qu'il ne met pas en cause la conservation des privilèges de la bourgeoisie.

Le jour où le gouvernement sortira de ces limites, l'armée, la police, l'administration ne le suivront plus et le renverseront s'ils s'obstinent. Et ils le renverseront non pas parce qu'ils auront juridiquement raison, conformément à leur position, et à leur serment de fonctionnaires de l'Etat bourgeois qui s'engagent à respecter et à faire respecter la constitution, mais parce que dans la réalité matérielle leur hiérarchie constitue l'engrenage d'une machine construite pour le capitalisme, lubrifiée et dirigée par la classe bourgeoise, et que cette hiérarchie n'abandonnera pas la bourgeoisie sans avoir d'abord jeté dans la balance le poids de sa force armée organisée. Cette voie social-démocrate pure n'est donc pas impossible. Ce qui est impos-

sible, c'est qu'elle conduise à l'exercice du pouvoir par le prolétariat dans le but de supprimer le capitalisme. A un certain moment, la nécessité de la destruction violente de l'appareil d'Etat — destruction qui ne peut se faire sans violence matérielle, armée et organisée — apparaîtra de façon implacable. Nous verrons les conséquences d'une telle situation où la nécessité de la lutte violente n'a pas été prévue et comment la crise se résout par l'alliance entre social-démocrates et bourgeois. Ce qui est d'ores et déjà établi, c'est que cette

conception social-démocrate renferme une incompréhension de la fonction de l'Etat, fonction qui apparaît clairement dans la doctrine communiste marxiste, et donc même quand elle dit que le prolétariat doit **prendre le pouvoir**, la social-démocratie est en dehors du marxisme et contre lui, séparée de nous par un abîme; et on doit considérer la position social-démocrate comme un rejeton théorique de la mentalité bourgeoise dans la mesure où elle abandonne le terrain marxiste sous le poids des préjugés démocratiques bourgeois dont la destruc-

tion est une nécessité indiscutable

Après avoir établi que cette tendance social-démocrate pure n'est autre qu'une pure tendance bourgeoise — ce qui corrobore la prévision selon laquelle ses représentants travailleront dans la pratique pour la bourgeoisie — nous allons examiner les tentatives que font certains pour trouver, entre la méthode communiste et l'autre méthode dont nous venons de parler, des solutions intermédiaires encore plus équivoques et insidieuses.

(Série à suivre)

FIRESTONE (suite de la p. 8.)

elle ne trouve d'autre argument que celui de montrer l'intérêt stratégique de l'entreprise: la défense nationale nécessite que les véhicules militaires puissent rouler "indépendamment" de tout fournisseur étranger. Voilà un argument qui évidemment ne tomba pas dans l'oreille d'un sourd.

"Il faut que cesse les manigances des multi-nationales. Cela ne peut plus durer" s'écrie le Conseiller Fédéral F.Honneger sur un ton que l'on croirait celui d'un dirigeant syndical. Et après avoir accepté d'aller négocier chez les américains avec le syndicat et la direction suisse, il avoue 15 jour plus tard

en commentant l'intervention étatique: "Il ne faut pas croire que l'on fera cela pour tous les secteurs".

En refusant d'organiser sur un terrain classiste les prolétaires dans leur affrontement quotidien au Capital, les centrales syndicales font dépendre leurs conditions de vie et de travail de la santé économique du Capital et des intérêts de l'Etat bourgeois. En refusant de lutter sur le terrain classiste en utilisant la grève sans préavis, sans limitation préalable de durée, avec l'extension la plus large, les prolétaires se suppriment le seul moyen dont ils disposent aujourd'hui pour empêcher le Capital de renforcer leur exploitation.

gnificatif c'est qu'en voulant se démarquer sur la question de la nature de l'Etat démocratique, l'OCDR révèle son démocratisme petit-bourgeois viscéral en axant toute sa propagande en faveur d'une démocratie véritable, en se targant d'être la plus fidèle défenseuse de la démocratie. C'est ainsi que l'OCDR se permet de critiquer — avec des arguments d'ailleurs ras-terre — le Pdt, le POCH, la LMR, le CLP, etc, en leur reprochant finalement de n'être — dans la défense des droits démocratiques — que des usurpateurs. Quant à la confusion sur la nature de l'Etat qu'entraîne une telle campagne et une telle manifestation contre la PFS, l'OCDR y prend allégrement part en souscrivant à cette action et en passant totalement sous silence la question de la violence ouvrière comme nécessité contre la violence de l'Etat bourgeois.

## LE SENS DE LA MANIFESTATION DU 15 AVRIL CONTRE LA PFS : **PROUVER SA BONNE FOI A L'ETAT**

Le projet de la PFS a soulevé une vague d'indignation chez l'opportunisme qui ne nie pourtant pas la nécessité pour l'Etat de lutter contre le terrorisme (et donc de se policer en conséquence), mais qui, niant toute possibilité pour la classe ouvrière de s'écarter du droit chemin de la "lutte" légale, pacifique et parlementaire, compte sur "l'unité populaire" pour réaliser un consensus sur la défense sans condition de la démocratie et par conséquent juge néfaste le projet de loi sur la PFS pour la formation de cette "unité" interclassiste. L'opportunisme, et le centrisme l'a suivi une fois de plus sur ce terrain, ne pouvait donc manifester son désaccord que dans un seul et unique sens. Il s'agissait pour lui de démontrer à la bourgeoisie qu'elle n'a rien à craindre du prolétariat, car les ouvriers,

sous son influence, n'utiliserons jamais d'autres moyens d'action que ceux en accord avec le maintien du pouvoir d'Etat.

Quant à l'OCDR, sa position, exprimée entre autre dans le tract qu'elle diffusait à l'occasion, n'est toujours que triomphaliste, populiste et démocratique. Triomphaliste, l'OCDR l'est en déclarant que la PFS est la conséquence de "l'affaiblissement" de la bourgeoisie face à "l'essor des luttes ouvrières et populaires". Ce n'est certainement pas les quelques petites grèves menées par les ouvriers en Suisse qui inquiètent réellement l'Etat, mais les rêves de l'OCDR déformant la réalité dans un miroir grossissant. Populiste, l'OCDR l'est imuablement en faisant appel à l'unité populaire et aux masses en général contre la PFS. Mais ce qui est plus si-

Ce que nous avons dit depuis toujours à propos de cette manifestation et de l'initiative contre la PFS fut une fois de plus confirmé de la manière la plus éclatante par le discours tenu devant le Palais fédéral. L'orateur — assermenté par toutes les organisations du Comité ne l'oublions pas — déclara en substance : "Depuis 50 ans la classe ouvrière a montré qu'elle respectait l'ordre (sic) et qu'en aucun cas sa lutte ne le remettait en cause. La preuve de notre respect de l'ordre, c'est que pour exprimer notre opposition à la PFS, nous avons choisit de lancer une initiative!" (on serait bien étonné de les voir lancer autre chose...). Quelle meilleure confirmation pouvait-on avoir de ce que nous disions dans le tract que nous avons distribué lors de la manifestation et dont nous publions ci-après quelques extraits?

(suite en page 11)

Une analyse de la violence bourgeoise - et de son rejeton d'aujourd'hui, la PFS - ne peut être correcte qu'en prenant ses racines dans la théorie marxiste de la violence. Du point de vue marxiste, la violence existe sous deux états. Le premier est potentiel et à cet état, la violence est contenue sans être mise en action. Le deuxième est cynétique, et à cet état, la violence est libérée. Ces deux états ne sont pas indépendants l'un de l'autre mais dialectiquement liés: ils sont le prolongement l'un de l'autre et sont la représentation de la même puissance, de la même énergie. Il n'y a donc aucune différence de nature entre ces états mais seulement une différence de forme. Au niveau de l'Etat bourgeois, ces deux états de la violence se traduisent par deux formes: à savoir l'Etat démocratique où la violence est potentielle (les canons sont chargés mais ne tirent pas) et l'Etat fasciste où l'exercice du pouvoir capitaliste repose directement sur la violence ouverte (les canons tirent!) Mais ces deux formes ont un contenu absolument identique: la dictature du Capital, l'asservissement de la classe ouvrière aux intérêts de la production de plus-value. Ce rappel théorique est nécessaire car il explique notre position vis-à-vis de la violence de l'Etat en général et de la PFS en particulier. Il dévoile aussi le fossé qui sépare les communistes de ceux qui ont fait de la défense de la démocratie, leur objectif ultime, fossé que le projet de PFS a encore une fois découvert béant. Enfin, il démontre que la PFS est le complément actif aux moyens démocratiques utilisés par le Capital dans sa domination sur la classe ouvrière, mais n'est nullement contradictoire avec la démocratie.

Face à l'armement de la bourgeoisie, quelle est la riposte proposée par l'opportunisme et le centrisme, sur quel terrain se situe-t-elle ? Plutôt que de préparer la classe ouvrière à une opposition classiste à la PFS, même si les résultats prévisibles de cette préparation étaient faibles, le Comité suisse contre la PFS qui regroupe une soixantaine d'organisations politiques et syndicales (dont la plupart ont condamné les actions terroristes en Allemagne et en Italie, pleuré sur la mort de flics "innocents", refusé la plus petite solidarité aux victimes de la répression étatique, fait silence sur l'assassinat de Stammhein, quant elles n'ont pas ouvertement réclamé la condamnation des anarchistes et la création de polices cantonales anti-terroristes comme le PST) a lancé une bien inoffensive initiative.

En lançant une telle initiative, l'opportunisme et les démocrates de tout poil ne font finalement que renforcer le sentiment de sécurité de la bourgeoisie. En effet, même si cette dernière fait fi de ses

principes éculés sur la coexistence pacifique entre les classes en fourbissant ses armes, eux ne font qu'utiliser les moyens légaux en donnant leur parole de n'en pas sortir et entraînent ainsi la classe ouvrière dans les illusions de la "lutte" démocratique. Pour l'opportunisme l'opposition à la PFS ne découle pas de l'antagonisme irréductible entre prolétariat et capital mais du respect de la démocratie bourgeoise, démocratie qu'il faut protéger car elle est le seul moyen, selon lui, de porter la classe ouvrière au pouvoir (lisez au gouvernement biensûr!) et, qu'elle est, en tant qu'organisation de l'Etat la panacée du socialisme.

La PFS n'est pas seulement la conséquence de Moutier, de Gösigen ou du terrorisme, elle est avant tout une mesure préventive contre la classe ouvrière. Ce n'est donc pas tant pour réprimer les rares manifestations d'aujourd'hui - les grenadiers bernois ont largement démontré à Moutier qu'ils étaient aussi capable qu'une PFS de se battre contre une manifestation de rue - que la bourgeoisie renforce et surtout centralise sa police, mais pour se préparer à un affrontement plus général avec les prolétaires. Le terrorisme de la RAF ou des B.R. contre les représentants bourgeois les plus en vue, n'est pas la cause du renforcement policier de l'Etat; en s'armant contre le terrorisme, la bourgeoisie s'arme contre le spectre qu'il fait apparaître: la lutte de classe!

Tout ceci démontre clairement que l'opposition à la PFS - ainsi qu'à toute forme de renforcement policier de l'Etat - ne peut se développer qu'en rupture avec l'opportunisme et ses méthodes. C'est une nécessité non seulement immédiate mais surtout indispensable à l'avenir du mouvement ouvrier. Poser aujourd'hui sur des bases fausses la riposte aux corps spéciaux anti-émeute, antigreve, antiterroriste, c'est désarmer demain la classe ouvrière lorsque sa défense physique face aux corps armés sera à l'ordre du jour.

Une telle opposition de classe se place en rupture avec les méthodes interclassistes du légalisme et du pacifisme, elle doit appeler les ouvriers - en dépit du faible écho que peut avoir un tel appel aujourd'hui - à manifester leur opposition sur le terrain de la lutte directe. Elle ne peut pas surgir de quelque recette tactique ou d'une alliance avec l'opportunisme, mais seulement d'un long travail de propagande au sein de la classe ouvrière et de ses organisations immédiates.

Au "large front de refus" proposé par le Comité qui n'est qu'une collusion des défenseurs de l'Etat bourgeois démocratique, nous opposons la nécessité d'un large front ouvrier

A PROPOS DU REFERENDUM DU 28 MAI (Extraits de l'article paru dans le prolétaire No 185)

# Les communistes et l'avortement

Le fait que l'Etat bourgeois et sa législation servent et défendent la société capitaliste n'est pas toujours évident, car cette société n'a pas été fabriquée de façon logique et cohérente, mais s'est développée

à partir de formes sociales antérieures. Même si elle les a révolutionnées, elle a repris certains de leurs aspects, surtout dans le domaine des superstructures; elle a hérité de certaines habitudes, de certains cadres, de certains principes qu'elle utilise au mieux pour sa propre conservation. Cela ne va pas sans contradictions, dans la mesure où le développement même du capitalisme tend à éliminer certaines formes surannées.

Par exemple, la bourgeoisie a hérité du féodalisme chrétien le mariage indissoluble, et elle utilise la famille fondée sur ce mariage comme cellule de base et unité de reproduction. Mais la dynamique sociale tend inéluctablement à faire éclater la famille; la bourgeoisie emploie alors l'ancienne législation pour freiner l'action dissolvante de sa propre économie, pour ralentir la désagrégation sociale et les troubles qu'elle entraîne: elle interdit la séparation des conjoints. A la longue, cependant, la pression économique-sociale ne peut être contenue par la Loi et la bourgeoisie est peu à peu contrainte de lever les vieux interdits, et autoriser le divorce.

Nous luttons pour ces droits, dont nous disons avec Lénine qu'ils « n'éliminent pas l'oppression de classe, mais rendent seulement la lutte des classes plus claire, plus ample, plus ouverte, plus accusée; c'est ce qu'il nous faut. »

Et, alors que la bourgeoisie utilise la morale, les habitudes, les traditions et les lois prébourgeoises pour accentuer l'oppression du prolétariat, nous devons, nous, utiliser les luttes contre ces chaînes supplémentaires comme des leviers dans la lutte générale contre la bourgeoisie et son Etat.

Bref, nous contestons l'idéologie démocratique et individualiste au nom de laquelle certains réclament le droit à l'avortement, et nous nous en sommes, même obtenu intégra-

lement, ce droit puisse lever les contradictions dans lesquelles le capitalisme enferme la procréation. Néanmoins nous nous battons pour ce droit et, là où il n'aura pas encore été obtenu, la dictature du prolétariat l'accordera immédiatement et sans réserves, comme en Russie en 1917.

C'est que l'interdiction de l'avortement, tout comme les entraves au divorce (ou les discriminations légales fondées sur le sexe et, parfois, la religion ou la race, qui sont aussi des survivances prébourgeoises mais que la bourgeoisie utilise pour diviser les prolétaires) sont à la fois les instruments d'une aggravation de l'oppression du prolétariat et un écran qui cache les causes réelles de cette oppression.

## Permanence du Parti

• A Lausanne: tous les samedis de 10 à 12 h. 32, rue Pré-du-Marché (1er étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE  
POUR LA SUISSE:  
Editions Programme,  
32, rue Pré-du-Marché  
1004 Lausanne

Naturellement, nous, communistes, avons toujours réclaté et réclavons l'abrogation de toute législation contraignante ou répressive en matière de famille ou de reproduction, et soutenons les luttes menées pour abolir les interdits encore en vigueur dans ce domaine. Mais cela ne signifie nullement que nous acceptons les principes de ceux qui dirigent ces luttes.

Nous n'acceptons nullement la perspective de la bourgeoisie, qui prétend qu'en éliminant ces formes ou ces lois dépassées, la société pourra trouver, dans la liberté, un équilibre harmonieux. En particulier, nous affirmons qu'aucun « équilibre démographique » ne saurait s'établir dans le cadre de l'économie capitaliste, qui produit une armée industrielle de réserve, c'est-à-dire des chômeurs, quelle que soit la natalité, et dont le marché du travail subit des fluctuations telles, que la reproduction des produc-

teurs (qui demande 15 à 20 ans) est toujours anarchique. Pas plus que la Loi de l'Etat, la loi de l'offre et de la demande jouant librement ne pourrait équilibrer la population et les « besoins du pays ». Mais nous nous moquons bien de ces besoins-là, contrairement aux bourgeois et à leurs laquais, qui, farouchement opposés à l'autorisation de l'avortement comme le PCF en 1945, ne s'y rallient aujourd'hui qu'à la remorque de l'Etat bourgeois et pour les mêmes raisons que lui.

Nous n'acceptons nullement l'idée que la suppression de la contrainte légale conduira au paradis de la liberté, où chaque femme (sans parler des hommes) déciderait « librement » quand, où et pourquoi elle mettra au monde un enfant. Au contraire, c'est seulement alors que la contrainte économique et sociale de la société capitaliste pourra jouer librement pour empêcher ou inciter la femme à enfanter, pour la pousser à faire des gosses, ou lui interdire ce « luxe ». Mais nous voulons justement que la femme reconnaisse que la cause réelle de son oppression est le capitalisme!

Nous n'acceptons nullement l'idée que la reproduction de l'espèce soit « l'affaire des femmes », ni l'affaire de « chaque femme ». Nous affirmons que la reproduction de l'espèce concerne l'humanité tout entière, mais que seule une société sans classes, sans antagonismes ni contradictions internes, pourra la régulariser consciemment et l'adapter au niveau de ses possibilités croissantes. Cela implique d'ailleurs la dissolution de l'économie familiale et sa fusion, y compris les soins aux enfants et leur éducation, dans l'ensemble de l'activité sociale. C'est seulement dans une telle société que la planification de la reproduction, partie intégrante et essentielle de l'activité productive de l'humanité, pourra se réaliser sans contrainte et sans en appeler à la liberté de chaque femme.

Editeur responsable :  
F. Gambini  
20, rue Jean Bouton  
Paris 12<sup>e</sup>